

ISLAM

À la Grande mosquée de Strasbourg, un jeune imam français formé au Maroc

Organiser la formation des imams s'impose au culte musulman. En attendant la résolution de ce casse-tête, une solution consiste à étudier à l'étranger. Kalilou Sylla, 25 ans, nouvel imam de la Grande mosquée de Strasbourg, a accompli sa formation théologique à Rabat, au Maroc.

Kalilou Sylla incarne une nouvelle génération d'imams. Il parle parfaitement français – c'est loin d'être toujours le cas dans les mosquées françaises – et ses ateliers pour la jeunesse à la Grande mosquée de Strasbourg, où il est en poste depuis le mois de septembre, fonctionnent bien.

Il a grandi à Sevran, en Seine-Saint-Denis, dans une famille originaire du Mali. Français, il suit des cours d'arabe et un éveil à la religion les week-ends. Son intérêt s'accroît au collège puis au lycée. Mais le déclin se produit en 2015, année des attentats. « J'ai ressenti une ignorance de la religion musulmane, une incompréhension. Je me suis demandé, comment peut-on faire ça au nom de ma religion, j'ai eu envie de comprendre. Et il y a eu ce que j'entendais de la part de non-musulmans. »

Il décide d'approfondir le sujet. En janvier 2016, faute de formation accessible en France, le jeune homme part trois ans au Maroc pour apprendre les sciences religieuses. Il a 19 ans et abandonne ses études en administration économique et sociale. Ses parents, musulmans « normaux », ainsi qu'il les qualifie, sont « enchantés », tant qu'il n'ou-



Kalilou Sylla, est arrivé en septembre à la Grande mosquée de Strasbourg. Photo DNA/Cédric JOUBERT

blie pas de réfléchir à un diplôme pour la suite. Il ne sait pas encore s'il va devenir imam, mais il sait qu'il rendra, d'une manière ou d'une autre, ce qu'il apprendra pendant cette formation.

Une vitrine pour le Maroc

Kalilou Sylla profite de l'envoi d'étudiants français par l'Union des mosquées de France, liée au Maroc, à l'Institut Mohammed VI de Rabat. L'UMF a l'aval du gouvernement français, conscient du manque d'offre dans l'Hexagone. Le Maroc paraît la meilleure opportunité au jeune partant : « Ils ont les mêmes références religieuses. Il y a de plus une stabilité du royaume et des liens existent avec le gouvernement français. »

Pour le Royaume, cet institut est une vitrine. Le Maroc a l'ambition de devenir leader de l'enseignement d'un islam qualifié d'authentique et du « juste milieu ». « Le champ religieux a été complètement réorganisé au Maroc, appuie

Fouad Douai, gérant de la Grande mosquée de Strasbourg, justement liée au Maroc, et qui a pris part à la sélection des candidats français au titre de l'UMF. La formation est une manière pour eux de défendre un retour aux bonnes références. » Et de combattre le salafisme qui, chez eux aussi, gagne du terrain.

Tout est fait pour attirer les étudiants, dont le contingent le plus important vient d'Afrique subsaharienne. L'Institut, situé dans le quartier des universités de Rabat, est aménagé dans des locaux flambant neufs. Un hébergement est offert sur place, il y a même une salle de sport. La mosquée école permet de s'essayer aux prêches.

Kalilou Sylla fait partie de la première promotion qui compte une trentaine de Français. L'UMF a octroyé aux premiers partants une bourse de 200 euros mensuels ainsi qu'un billet aller-retour par an pour les vacances – ce n'est plus le cas aujourd'hui –, les autres frais étant pris en charge par le Maroc.

Après un premier stage à la Grande mosquée de Strasbourg à l'été 2019, ses trois années finies et sa certification en poche, Kalilou Sylla projette de revenir en Alsace l'été, tout en continuant le reste de l'année ses études à Fès où la vénérable et sélective université Al-Quaraouiyine, née au IX^e siècle, forme l'élite théologique marocaine.

Des assises de la jeunesse tous les dimanches

En raison du Covid, Kalilou Sylla doit prolonger son séjour strasbourgeois. Il lance des ateliers auprès des jeunes qui marchent bien et il décide finalement de rester. Imam en CDI, il propose la majorité de ses activités en langue française. Son prédécesseur a, lui, été nommé à Ensisheim. « Il ne maîtrisait pas bien le français et c'était un manque dans les relations avec les plus jeunes », observe Fouad Douai.

Kalilou Sylla organise tous les dimanches après-midi des assises pour la jeunesse. Un sondage sur Instagram dans la semaine détermine le thème de la séance, sujets religieux, comme la Création, ou sociétaux (vêtements, écologie spirituelle, dépression, islamophobie...). Entre 30 à 40 lycéens et étudiants sacrifient quelques heures de leur dimanche pour se rendre à la mosquée. D'autres viennent déjà le matin pour discuter de jurisprudence. « C'est le signe d'une demande, d'un besoin qui n'était pas pourvu jusque-là », analyse l'équipe de la Grande mosquée.

Kalilou Sylla ne manque pas de travail. Les prêches du vendredi ont repris le 26 février après une

La formation d'imams français en France

Le gouvernement incite les musulmans, via le Conseil français du culte musulman, à mieux s'organiser. Au projet de Conseil national des imams, demandé par le président Emmanuel Macron, doit théoriquement suivre la création de pôles de formation. Des projets sont déjà sur les tablettes en Alsace, où celui d'une faculté publique de théologie musulmane semble par ailleurs avoir fait long feu. Si des diplômes universitaires d'islamologie existent déjà, l'enseignement théologique en est exclu.

Il y a celui de la Grande mosquée de Strasbourg, affiliée à l'Union des mosquées de France et liée au Maroc, qui souhaite mettre en place son centre de formation en Alsace – la réflexion est déjà ancienne. Elle envisage d'y affecter ses anciens locaux, impasse de Mai, à Strasbourg. Six salles de classe sont prêtes. L'objectif est de s'adosser à l'Université, pour que les étudiants puissent sortir diplômés du cursus. Des discussions sont en cours. « L'objectif est d'inventer quelque chose, on travaille à la création d'un diplôme nouveau, indique Fouad Douai. Il table sur une formation de quatre ans reconnue, afin que les étudiants puissent changer d'avis et éventuellement se rabattre sur autre chose. Un projet similaire a été réfléchi par la Ditiib, organisation turque qui va devoir faire face à la fin des imams détachés et essaye de trouver une alternative pour former les imams sur place en proposant une faculté de théologie privée – une demande a été faite auprès du rectorat.

M. A. -S.

Pour aller plus loin : lire « Formation des imams, la balle dans le camp des communautés », interview de l'universitaire Francis Messner, par Jean-François Clerc, en octobre 2020.

longue interruption. Plusieurs mosquées ont choisi de s'y remettre, parce qu'il faut bien vivre avec le Covid. D'ordinaire il y a 1 500 fidèles – sans compter aux beaux jours les milliers de personnes qui peuvent prendre place dans la cour –, avec la distanciation, ils ne sont que la moitié à pouvoir venir. Les vacances scolaires sont aussi synonymes de beaucoup d'activités avec de multiples cours. Sans compter le quotidien de la communauté, prières mortuaires, rencontres avec les couples, permanence téléphonique. Pour le soulager, une équipe filtre au préalable les questions qui ne relèvent pas d'un ministre du culte mais parfois d'un médecin voire d'un psychologue, précise

Fouad Douai.

Kalilou Sylla s'estime chanceux d'avoir pu trouver un poste rémunéré dans une mosquée qui compte une équipe structurée : « Ce n'est pas le cas partout, certains camarades sont réticents à s'engager parce que c'est pour la vie et souvent il y a un manque de rigueur dans la gestion des mosquées. » Fouad Douai confirme : « Sur une trentaine d'étudiants formés via l'UMF, près d'une quinzaine ne veut pas s'engager et préfère un autre travail. Ici à la Grande mosquée on en a fait une priorité, pour les jeunes notamment, mais ça représente un coût qu'on ne peut pas affecter ailleurs. »

Myriam AIT-SIDHOUM